

Libération immédiate de Marina Petrella !

vendredi 18 juillet 2008, par [Correspondant\(es\)](#) (Date de rédaction antérieure : 17 juillet 2008).

Tout en se couvrant hypocritement des conséquences de ses actes, Sarkozy approuve l'extradition de Marina Petrella, ex-membre des Brigades rouges italiennes, ayant refait sa vie en France depuis quinze ans.

Après quinze ans de vie régulière en France, Marina Petrella a été arrêtée par la police française, le 21 août 2007. Comme pour Paolo Persichetti et Cesare Battisti, la décision d'extradition de Marina vers l'Italie a gravement remis en question le respect de la parole donnée par la France. C'est au nom de l'État français que Mitterrand accordait, en 1985, le droit d'asile à d'anciens militants des Brigades rouges et d'autres groupes d'extrême gauche italiens.

Près d'un millier de réfugiés se sont ainsi installés en France avec carte de séjour, droit de travail, droit de vivre librement. Marina Petrella vient en France en 1993, avec sa fille Elisa, née en prison dix ans auparavant. Elle travaille comme jardinier et, plus récemment, comme assistante sociale. Elle rencontre Hamed et donne naissance à Emma, en 1997.

Son arrestation et la destruction de sa vie ont été un véritable choc pour Marina et sa famille. Depuis le mois d'août, elle a fait preuve de beaucoup de courage, mais la signature de l'arrêté d'extradition par Fillon, en juin, l'a plongée dans un profond désespoir. Souffrant d'une dépression mélancolique, elle se laisse mourir. Transférée de Fleury à Villejuif, elle a été hospitalisée, le 11 juillet, à l'hôpital d'Évry.

À l'occasion du G8 au Japon, Sarkozy a confirmé l'extradition de Marina en Italie. Hypocritement, il reconnaît la gravité de l'état de santé de Marina et demande au président italien de gracier Marina pour des raisons humanitaires. Or, c'est l'État français qui est responsable de la détention et de la vie de Marina ! C'est à l'État français de la libérer et de la laisser vivre en France.

Quels arrangements y a-t-il eu encore entre Berlusconi et Sarkozy ? Leur cynisme ne doit rien au hasard. Marina a été une militante révolutionnaire. Elle a respecté les conditions d'asile en France, sans renier son passé. N'oublions pas qu'en Italie, pendant les années 1970, les partis et les institutions ont poussé le pays au bord de la guerre civile. Plus de 50 000 militants ont été persécutés, tant par la droite que par la gauche institutionnelle. Trente ans plus tard, ces mêmes institutions et partis refusent l'amnistie, engendrant des situations individuelles dramatiques. L'État français y participe activement.

En décidant d'extrader Marina, Sarkozy démontre, encore une fois, à quel point il veut écraser toutes les résistances. La dénégation du droit d'asile est révélatrice de la politique gouvernementale : casse des libertés individuelles et syndicales, du code du travail, des services publics, chasse aux immigrés, aux lycéens, aux jeunes des quartiers populaires, aux travailleurs...

Au collectif de solidarité avec Marina, s'ajoutent la Cimade, la LDH, la Fasti, le Mrap, la CGT et la CFDT de La-Plaine-Commune, la LCR, le PCF, des élus, des personnalités, ainsi que d'autres organisations et citoyens. Les rédactions de Libération, de Elle et Marie-Claire prennent aujourd'hui position pour la libération de Marina. Seule l'amplification rapide du mouvement de solidarité peut

créer le rapport de force nécessaire à la libération de Marina, avant qu'il ne soit trop tard.

- Réunions du collectif : tous les mardis, à 19 h, à la Fasti (48, rue des Amandiers, Paris 20^e, M° Père-Lachaise). Rassemblement de solidarité devant Beaubourg : les jeudis 17 juillet et 24 juillet à 18 h 30. Informations et pétition : www.paroledonnee.info

Voir en ligne : [Pour signer la pétition](#)

P.-S.

* Paru dans Rouge n° 2261, 17/07/2008.